ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 5 octobre 2016 — N° 194
Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Vanier-Les Rivières sur le sujet suivant : *Saluer le travail de la Fédération des familles et amis de la personne atteinte de maladie mentale.*

- Le député de Verchères sur le sujet suivant : *35e anniversaire du Club Saint-Luc.*

- La députée d'Anjou–Louis-Riel sur le sujet suivant : *Remerciements aux citoyens de Saint-Léolin.*

- Le député de Beauce-Nord sur le sujet suivant : *Souligner le parcours professionnel de M. Jean Grégoire.*

- La députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Naomi Labbé, lauréate du prix Élève persévérant de Forces Avenir.*

- Le député de Bonaventure sur le sujet suivant : *Souligner le 100e anniversaire du Cercle de fermières de Maria.*

- La députée de Hull sur le sujet suivant : *Mme Karine Thomas, de Hull à Rio.*

- La députée de Saint-Hyacinthe sur le sujet suivant : *Soutien aux producteurs agricoles.*

- La députée de Crémazie sur le sujet suivant : *Souligner le Mois de la sensibilisation au cancer infantile.*

- Le député de Viau sur le sujet suivant : *Souligner le 10e anniversaire de la Fondation Monique-Fitz-Back.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS **a) documents**
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

1) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**

2) Projet de loi n° 49
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**

3) Projet de loi n° 53
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **26 mai 2015**

4) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

5) Projet de loi n° 62
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes
Présenté par la ministre de la Justice le **10 juin 2015**

6) Projet de loi n° 63
Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **28 octobre 2015**

7) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

8) Projet de loi n° 79*
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

9) Projet de loi n° 85
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **4 décembre 2015**

10) Projet de loi n° 86
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**

11) Projet de loi n° 96
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le **7 juin 2016**

12) Projet de loi n° 99
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions
Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie le **3 juin 2016**

13) Projet de loi n° 102*
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et modifiant d'autres dispositions législatives notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **7 juin 2016**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

14) Projet de loi n° 106
Loi concernant la mise en œuvre de la Politique énergétique 2030 et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le 7 juin 2016
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 20 septembre 2016
Reprise du débat, ajourné le **4 octobre 2016** au nom du député de Mégantic, sur la motion de report du député de Richelieu proposant que la motion en discussion soit modifiée en retranchant le mot « maintenant » et en ajoutant, à la fin, les mots « dans un mois »

15) Projet de loi n° 107
Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **8 juin 2016**

16) Projet de loi n° 108*
Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 8 juin 2016
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **4 octobre 2016**

_____

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

17) Projet de loi n° 109
Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **8 juin 2016**

Étude détaillée en commission

18) Projet de loi n° 70
Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 10 novembre 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 18 février 2016
Principe adopté le **10 mars 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

19) Projet de loi n° 87
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 2 décembre 2015
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 17 février 2016
Principe adopté le **18 février 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

20) Projet de loi n° 92
Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 6 avril 2016
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 17 mai 2016
Principe adopté le **26 mai 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

21) Projet de loi n° 98
Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel
Présenté par la ministre de la Justice le 11 mai 2016
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 22 septembre 2016
Principe adopté le **27 septembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

22) Projet de loi n° 105
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique
Présenté par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le 9 juin 2016
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 27 septembre 2016
Principe adopté le **28 septembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

23) Projet de loi n° 110
Loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 10 juin 2016
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 20 septembre 2016
Principe adopté le **22 septembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Prise en considération de rapports de commissions

24) Projet de loi n° 104
Loi visant l'augmentation du nombre de véhicules automobiles zéro émission au Québec afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et autres polluants
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 2 juin 2016
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 20 septembre 2016
Principe adopté le 22 septembre 2016
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement déposé le **29 septembre 2016** (Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

25) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

26) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**

27) Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**

28) Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**

29) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**

30) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1er octobre 2014**

31) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**

32) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**

33) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**

34) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**

35) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**

36) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**

37) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**

38) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**

39) Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**

40) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**

41) Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**

42) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**

43) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**

44) Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**

45) Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**

46) Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**

47) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**

48) Projet de loi n° 591
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**

49) Projet de loi n° 592
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**

50) Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**

51) Projet de loi n° 594
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**

52) Projet de loi n° 595
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**

53) Projet de loi n° 596
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**

54) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**

55) Projet de loi n° 598
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **12 mai 2016**

56) Projet de loi n° 599
Loi visant à contrer l'accaparement des terres agricoles
Présenté par le député de Berthier le **26 mai 2016**

57) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur la police afin de minimiser les coûts des services de police sans compromettre la sécurité de la population et de faciliter le partage de ces services entre les corps de police
Présenté par le député de Blainville le **24 mai 2016**

58) Projet de loi n° 691
Loi visant à interdire la facturation de frais accessoires pour des services assurés
Présenté par la députée de Taillon le **25 mai 2016**

59) Projet de loi n° 693
Loi modifiant la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État afin de favoriser la présence de jeunes au sein des conseils d'administration des sociétés d'État
Présenté par le député de Sainte-Rose le **10 juin 2016**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

60) Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

61) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Mascouche
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

62) Projet de loi n° 211
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

63) Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Drummondville
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

64) 4 octobre 2016
Motion du député de Granby :

> QUE l'Assemblée nationale exige du gouvernement qu'il réduise de 500 $ les impôts des contribuables québécois dès sa prochaine mise à jour économique, et ce, pour l'année fiscale 2016.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition d'Investissement Québec concernant le chapitre 1 du rapport du Vérificateur général de juin 2016 intitulé « Investissement Québec : information sur la rentabilité financière et la performance économique ».
- Audition du ministère de la Culture et des Communications concernant la gestion administrative et les engagements financiers du ministère et de la Régie du cinéma.

- Audition de la Société des alcools du Québec concernant le chapitre 6 du rapport du Vérificateur général du printemps 2016 intitulé « Société des alcools du Québec : achat et vente de boissons alcooliques et performance ».
- Audition de la Régie du logement concernant sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 4 du rapport du Vérificateur général du printemps 2016 intitulé « Régie du logement : traitement des demandes ».
- Audition du secrétariat du Conseil du trésor concernant sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 7 du rapport du Vérificateur général du printemps 2016 intitulé « Système électronique d'appel d'offres au gouvernement du Québec ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 110**, Loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal (mandat confié le 22 septembre 2016).
- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société d'habitation du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 105**, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique (mandat confié le 28 septembre 2016).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 70**, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi (mandat confié le 10 mars 2016).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 53**, Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires (mandat confié le 20 septembre 2016).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Régie du bâtiment du Québec.
- Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies.
- Fonds de recherche du Québec – Santé.
- Fonds de recherche du Québec – Société et culture.

Mandat d'initiative

- Audition du Regroupement activistes pour l'inclusion Québec.
- Étudier le processus ayant mené à la vente des actions de RONA par Investissement Québec.
- Dresser le bilan du Carnet de référence de la Commission de la construction du Québec et son impact sur les phénomènes d'intimidation et de discrimination syndicale sur les chantiers de construction du Québec.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 87**, Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics (mandat confié le 18 février 2016).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 98**, Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel (mandat confié le 27 septembre 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 92**, Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 26 mai 2016).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 99**, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions (mandat confié le 20 septembre 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay–Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

Les questions déjà inscrites paraissent au Feuilleton du mercredi

190) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **20 septembre 2016**
Au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

En février dernier, j'ai demandé d'obtenir des données concernant l'achalandage des passagers et des véhicules concernant les traverses Québec–Lévis, Sorel-Tracy–Saint-Ignace-de-Loyola, Matane–Baie-Comeau–Godbout et Tadoussac–Baie-Sainte-Catherine pour la période du 1er novembre 2015 au 1er février 2016. Moins d'un mois suivant ma demande, le prédécesseur de l'actuel ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des Transports avait su faire preuve de transparence en me fournissant l'information demandée.

Dans un souci de suivi à cette demande, le ministre peut-il faire preuve de la même transparence et me fournir un portrait de l'achalandage de ces traverses pour chacun des mois de février à septembre 2016?

Le ministre peut-il m'indiquer clairement, pour chacune de ces traverses :

- Combien de voitures ont été transportées entre le 1er février et le 1er mars 2016, entre le 1er mars 2016 et le 1er avril 2016, entre le 1er avril 2016 et le 1er mai 2016, entre le 1er mai et le 1er juin 2016, entre le 1er juin et le 1er juillet 2016, entre le 1er juillet et le 1er août 2016 et entre le 1er août et le 1er septembre 2016 en comparaison avec chacune des mêmes périodes de l'année précédente (2015)?

- Combien de passagers ont été transportés entre le 1er février et le 1er mars 2016, entre le 1er mars 2016 et le 1er avril 2016, entre le 1er avril 2016 et le 1er mai 2016, entre le 1er mai et le 1er juin 2016, entre le 1er juin et le 1er juillet 2016, entre le 1er juillet et le 1er août 2016 et entre le 1er août et le 1er septembre 2016 en comparaison avec chacune des mêmes périodes de l'année précédente (2015)?

191) M. Turcotte (Saint-Jean) – **21 septembre 2016**
Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

La rivière Richelieu constitue le plus important affluent de la rive sud du fleuve Saint-Laurent et draine un vaste territoire du sud du Québec. Dans la Municipalité régionale de comté (MRC) du Haut-Richelieu, la rivière se caractérise par une très faible dénivellation et celle-ci s'étend sur de grandes distances vers les terres. Les rives sont généralement boisées et, lorsque le niveau d'eau de la rivière est bas, elles ont un aspect qui s'apparente à de la terre ferme.

Au fil des nombreuses années de développement de ma région, les gouvernements du Québec et du Canada sont intervenus pour construire des infrastructures à même la rivière, dont la construction du pont Jones et du pont Gouin, la construction – puis l'élargissement – du canal de Chambly, celle du pont du CN, la construction du pont du CP, et, prochainement, la reconstruction du pont Gouin.

Plusieurs de mes concitoyens se questionnent sur les différents enjeux touchant la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables et la Loi concernant la délimitation du domaine hydrique de l'État et la protection de milieux humides le long d'une partie de la rivière Richelieu. D'ailleurs, à cet égard, le 10 août dernier, une assemblée publique de l'Association des citoyens de la plaine inondable avait lieu. Voici quelques questions que mes concitoyens désirent vous poser :

- Est-ce que le gouvernement du Québec a respecté les droits des citoyens riverains lorsqu'il est intervenu à proximité de la rivière Richelieu?
- Est-ce que le gouvernement du Québec a respecté ses engagements envers les 1300 propriétaires riverains touchés par la Loi concernant la délimitation du domaine hydrique de l'État et la protection de milieux humides le long d'une partie de la rivière Richelieu?
- Pourquoi, au printemps 2015, le gouvernement du Québec a-t-il retiré de la zone inondable « 0-20 ans » environ 700 propriétaires de Laval?
- Est-ce que le gouvernement du Québec compte mettre en place un système en temps réel de prévision des crues et de cartographie des inondations pour le lac Champlain et la rivière Richelieu, tel que l'a recommandé le Groupe de travail technique international du lac Champlain et de la rivière Richelieu de la Commission mixte internationale?

192) M. Lemay (Masson) – **21 septembre 2016**
Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Le ministre est sans doute bien au fait de la situation qui prévaut actuellement dans l'industrie des médias écrits en ce qui a trait à la nouvelle tarification 2016 de Recyc-Québec. Je lui ai d'ailleurs adressé une lettre le 28 juin dernier à cet effet. J'ai aussi été informé que dans la semaine du 5 septembre dernier, le ministre a rencontré trois représentants d'Hebdos Québec et leur a mentionné qu'il ferait de ce dossier une priorité.

La nouvelle tarification 2016 de Recyc-Québec, approuvée par le gouvernement, prévoit des hausses très importantes de l'ordre de 80% d'augmentation en 3 ans, à laquelle s'ajoutent un contexte déjà difficile pour l'industrie des médias écrits et une augmentation du prix du papier de 11,5% en 2016.

Les journaux régionaux exercent un rôle essentiel et vital au sein de leurs communautés et il devient de plus en plus évident que le modèle de financement actuel des services de recyclage pourrait être revu. En raison du nombre grandissant d'éditeurs qui migrent vers des supports électroniques, la nouvelle répartition des coûts met en danger la survie de plusieurs hebdos locaux.

Le ministre conviendra certainement de l'intérêt pour tous les citoyens de continuer à avoir accès à de l'information locale de qualité. Ma question pour lui est très simple : A-t-il l'intention de revoir à la baisse la nouvelle grille tarifaire de Recyc-Québec et quand et comment entend-il donner suite à ce dossier?

193) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **22 septembre 2016**
Au ministre de la Sécurité publique

Le 14 février 2016, la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques révélait le fait que le gouvernement libéral a aboli le Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescentes et adolescents. Au lendemain de cette révélation, le ministre de la Sécurité publique et la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie ont dévoilé le nouveau programme québécois «Prévention jeunesse». Ce programme, élaboré à la va-vite, avec les chefs de police de Laval et Montréal, se voulait donc une réponse au programme pour prévenir l'exploitation sexuelle des mineures, programme aboli par le gouvernement qui permettait pourtant aux groupes sur le terrain de faire des miracles.

Ainsi, un projet fut annoncé pour donner immédiatement de nouveaux moyens aux partenaires locaux afin de lutter plus efficacement contre l'exploitation sexuelle de jeunes filles sur le territoire de Laval. Le communiqué émis par le ministère de la Sécurité publique en date du 16 février 2016 stipule que « Le projet de Laval a été souhaité et mis en place avec ces partenaires locaux afin d'accroître leur capacité d'échange d'informations et de réaction. » Soulignons qu'en date du 19 septembre 2016, l'embauche du coordonnateur, pour mettre en place les opérations et répondre aux besoins spécifiques du milieu à Laval, tarde à se faire. Nous repasserons pour le « déploiement rapide » du projet.

Le programme « Prévention Jeunesse », avec une enveloppe de 3 M$ sur 5 ans, vise 5 sites de projets, incluant Laval. Ces sites sont sélectionnés en fonction de leur région, de leur problème particulier documenté et des solutions préventives proposées par les acteurs du milieu. La période de sollicitation pour les projets s'est terminée en date du 27 mai 2016, malgré le fait que 2 sites furent identifiés avant cette date, soit Laval et Mashteuiatsh. À ce jour, les 3 autres sites ont été sélectionnés, et ce, même si les organismes ayant développé et déposé des plans d'actions soutenues sur 5 ans n'ont reçu aucune nouvelle du ministère de la Sécurité publique. Les 3 autres sites sont : Lac-Simon, Saint-Léonard et Longueuil. Un soutien accru est certes nécessaire auprès des jeunes résidant en ces lieux, mais sur les 5 sites, seulement deux projets agissent en prévention de l'exploitation sexuelle. Et qu'en est-il de la région de Montréal où l'enjeu de l'exploitation sexuelle est lourdement et tristement documenté? Il n'y a aucune action, ni aucun fonds alloués pour prévenir l'exploitation sexuelle des mineurs et mineures à Montréal. Les besoins de coordination y sont pourtant d'autant plus criants, car les organismes qui étaient financés sous le Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescentes et adolescents, programme aboli par le gouvernement, ont dû mettre fin à leur offre de services.

À la lumière des éléments portés à l'attention du ministre de la Sécurité publique, nous souhaitons qu'il réponde aux questions suivantes :

- Est-ce que la prévention de l'exploitation sexuelle est une priorité dans le cadre du programme « Prévention Jeunesse »?

- Est-ce que le ministre est au fait des délais d'implantation rapportés ci-haut?

- Si tel est le cas, est-ce que le ministre s'engage à allouer immédiatement la somme de 9 M$ sur 3 ans annoncée lors du dernier budget en prévention de l'exploitation sexuelle, afin de soutenir financièrement la région de Montréal et les organismes communautaires qui étaient financés sous le Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescentes et adolescents? Si tel est le cas, le ministre est-il en mesure de nous donner une date formelle de son entrée en vigueur?

- La prévention sur le terrain et dans les écoles, au même titre que la concertation, doit être financée. Selon l'entendement du ministre, qui ira dans les écoles faire de la prévention de l'exploitation sexuelle en parlant à nos jeunes du cycle du recrutement, du consentement et de relations saines et égalitaires? Qu'entend faire le ministre s'il ne compte pas refinancer les organismes habiletés à le faire?

194) M. Lisée (Rosemont) – **27 septembre 2016**
À la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie

Le 16 septembre 2014, nous avons questionné la ministre sur le rapport du Protecteur du citoyen portant sur la contribution financière au placement (publié en 2013). Nous lui avons également demandé de nous indiquer quel était l'échéancier qu'elle s'était fixé pour mettre en place l'ensemble de ses recommandations.

En réponse à nos questions sur l'état d'avancement des travaux, le 6 octobre 2014, la ministre a reconnu le caractère inéquitable des dispositions réglementaires actuelles relativement à la contribution financière au placement d'enfants mineurs. Elle a mentionné son intention de revoir le Règlement d'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-5, r.1), ainsi que la mise sur pied d'un groupe de travail pour préparer un plan d'action permettant de donner suite au rapport du Protecteur du citoyen.

Lors d'une relance de notre part quant à l'avancement de ces travaux, le 26 février 2015, la ministre nous a indiqué, le 2 avril suivant, que :

« La mise en œuvre des recommandations du Protecteur du citoyen pourrait également nécessiter des modifications à des lois notamment pour permettre d'accéder aux données fiscales des parents dont une contribution est exigée. Comme il s'agit d'une loi qui ne relève pas du MSSS, des consultations avec d'autres ministères pourraient être requises.

Le Protecteur du citoyen souhaite être informé à nouveau de l'état d'avancement des travaux le 16 octobre 2015. Ainsi, le MSSS verra à transmettre un tableau de suivi mis à jour et à planifier une nouvelle rencontre. »

La ministre a également indiqué que :

« L'ensemble des travaux définissant les orientations permettant de donner suite aux recommandations du Protecteur du citoyen seraient complétés au cours de l'été 2015. Le gouvernement proposera par la suite des modifications législatives et réglementaires nécessaires. »

Le 20 octobre 2015, nous avons questionné à nouveau la ministre sur les orientations retenues et les modifications législatives et réglementaires proposées. Le 4 décembre suivant, la ministre nous a transmis un plan d'action présentant l'avancement des travaux. L'échéancier, pour chacune des mesures contenues dans ce plan, était fixé au mois de décembre 2015.

- Près d'un an plus tard, où en sont les travaux?
- Quelles modifications législatives et réglementaires ont été retenues?
- Quel est l'échéancier pour la publication de ces modifications?
- À partir de quand les nouvelles modalités s'appliqueront-elles?

195) M. Khadir (Mercier) – **27 septembre 2016**
Au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

Le jour même où les députés et députées se réunissaient à la Commission des finances publiques pour trouver des solutions au phénomène des paradis fiscaux, Revenu Québec rendait publique l'entente fiscale avec Uber.

1. Le gouvernement a-t-il l'intention de récupérer l'impôt et les taxes de vente dus par Uber pendant la période où l'entreprise a opéré à l'extérieur du cadre légal?
2. Quelles sont les démarches que le gouvernement du Québec a entreprises afin de s'assurer que la multinationale Uber ne pratique pas l'évitement fiscal et le recours aux planifications fiscales agressives pour réduire ses impôts payés au Québec?

3. Peut-il fournir aux parlementaires les documents attestant de la probité d'Uber et permettant l'entente avec le gouvernement du Québec?
4. Le gouvernement a-t-il en main des preuves fournies par les autorités fiscales des Pays-Bas qui permettent de croire qu'Uber y effectue des paiements d'impôt pour les services fournis par Uber au Québec? Si ces impôts sont beaucoup plus bas que ce qu'Uber aurait eu à effectuer si l'entreprise payait ici des impôts sur ses bénéfices au Québec, comment le gouvernement entend-il corriger le déséquilibre fiscal qui désavantage et appauvrit notre société?

196) Mme David (Gouin) – **4 octobre 2016**

Au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

En commission parlementaire, le ministre a argumenté auprès de l'opposition que le Programme objectif emploi, prévu dans le projet de loi 70, doit contenir des mesures de « réciprocité » et des pénalités financières. Pour soutenir ce qu'il avance, monsieur le ministre s'est référé maintes fois au fait que les programmes actuels ont de mauvais taux de participation. Pour faire suite à ces discussions, je questionne le gouvernement sur les renseignements statistiques en lien avec les débats entourant le Programme objectif emploi.

Afin d'avoir un débat plus serein et éclairé, je demande au ministre de produire les statistiques suivantes pour les trois dernières années civiles (2013 à 2015) :

1. Combien de personnes ont déposé une demande d'aide sociale?
2. Parmi ces personnes, combien :
    a. ont été jugées en contraintes temporaires ou en contraintes sévères?
    b. ont quitté l'aide sociale à l'intérieur d'un an?
    c. ont participé à une mesure d'aide à l'emploi?
        i. et quelles mesures?
        ii. avec quels organismes (le CLE directement, les CJE, les groupes d'insertion, etc.)?
        iii. pour quelle durée de participation?
    d. ont complété ou abandonné ces mesures?
        i. pour quels motifs en cas d'abandon?

Le ministre peut-il nous transmettre ces statistiques de manière ventilée et avec les références, notamment sur la situation familiale, le genre, l'âge, la région, le niveau de scolarité atteint, citoyenneté, etc.?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa) Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements – *ministre de la Justice*.

bb) Motion de censure inscrite par la députée de Gouin en vertu de l'article 304 du Règlement :

> QUE l'Assemblée nationale retire sa confiance et blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir ignoré les conséquences importantes des compressions budgétaires et de la réorganisation du réseau de la santé et des services sociaux pour les personnes vulnérables, que la Protectrice du citoyen a constatées dans son rapport 2015-2016.